



Santé

« Information, repérage précoce et prévention des risques liés à l'usage de substances psychoactives auprès des apprentis gardois »

NOTE DE RESTITUTION FINALE DU PORTEUR DE PROJET « *APSA 30* »

Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative
Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse
95 avenue de France – 75650 Paris cedex 13
www.jeunes.gouv.fr/experimentation-jeunesse



INTRODUCTION

Ce projet a été financé par le Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse dans le cadre de l'appel à projets n°2 lancé en octobre 2009 par le Ministère chargé de la jeunesse.

Le Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse est destiné à favoriser la réussite scolaire des élèves et améliorer l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de moins de vingt-cinq ans. Il a pour ambition de tester de nouvelles politiques de jeunesse grâce à la méthodologie de l'expérimentation sociale. A cette fin, il impulse et soutient des initiatives innovantes, sur différents territoires et selon des modalités variables et rigoureusement évaluées. Les conclusions des évaluations externes guideront les réflexions nationales et locales sur de possibles généralisations ou extensions de dispositifs à d'autres territoires.

Le contenu de cette note n'engage que ses auteurs, et ne saurait en aucun cas engager le Ministère.

Ministère de l'éducation nationale de la jeunesse et de la vie associative
Secrétariat d'État chargé de la jeunesse et de la vie associative
Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative

Mission d'animation du Fonds d'expérimentations pour la jeunesse
95, avenue de France 75 650 Paris Cedex 13
Téléphone : 01 40 45 93 22
<http://www.experimentationsociale.fr>

Pour plus d'informations sur l'évaluation du projet, vous pouvez consulter sur le site www.experimentationsociale.fr le rapport d'évaluation remis au FEJ par l'évaluateur du projet.



FICHE SYNTHÉTIQUE DU PROJET

Santé - Prévention - Numéro du projet AP2-121
LE DISPOSITIF EXPERIMENTE
Information, repérage précoce et prévention des risques liés à l'usage de substances psychoactives (SPA) auprès des apprentis gardois
Objectifs initiaux : Prévenir les risques liés aux consommations nocives de substances psychoactives chez les jeunes apprentis inscrits en Centre de Formation d'Apprentis (CFA) du Gard, et effectuer également le repérage et l'orientation des jeunes consommateurs. - Améliorer les connaissances des apprentis inscrits en CFA sur les substances ainsi que sur les risques liés à leur consommation - Informer les apprentis sur les types de prise en charge et faire évoluer leurs représentations et attitudes envers les différents produits - Orienter les jeunes apprentis vers des structures ressources si nécessaire. - Former des relais - Sensibiliser les bénéficiaires sur les risques liés aux consommations en milieu professionnel.
Public(s) cible(s) : Bénéficiaires concernés : 286 Elèves inscrits dans le département du Gard dans un des 9 CFA
Descriptif synthétique du dispositif expérimenté 1. Séances d'information relatives aux substances psychoactives ainsi que sur les risques liés à leur consommation. 2. Repérage et orientation des personnes vers une démarche de prise en charge 3. Formation de professionnels relais
Territoire(s) d'expérimentation : Département du Gard
Valeur ajoutée du dispositif expérimenté : Inclusion des séances dans les programmes théoriques des diplômes
Partenaires techniques opérationnels : (1) Partenaires initialement indiqués dans le projet : - CSAPA Logos, Consommations jeunes consommateurs du centre logos sur Nîmes, Alès, Uzès, Sommières, ISPED, ANPAA, DDASS, CODES 30, Conseil Régional LR (2) Partenaires effectifs de l'expérimentation : - CSAPA Logos, Consommations jeunes consommateurs du centre logos sur Nîmes, Alès, Uzès, Sommières, CAARUD Logos, ANPAA, ARS (DT du Gard), CODES 30, Conseil Régional LR, DRJSCS
Partenaires financiers (avec montant): Conseil Régional du Languedoc Roussillon (7144 euros)
Durée de l'expérimentation (1) Durée initiale : 15 mois - (2) Durée effective : 17 mois
LE PORTEUR DU PROJET
Nom de la structure : APSA 30 - Type de structure : association loi 1901
L'ÉVALUATEUR DU PROJET
Nom de la structure : CODES 30 - Type de structure : association loi 1901



PLAN DE LA NOTE DE RESTITUTION

Introduction :

De nombreuses études soulignent les difficultés des apprentis et l'importance des consommations pour ce public. Les formateurs eux-mêmes dévoilent leurs inquiétudes face aux consommations clairement affichées et les risques pris par les apprentis. L'urgence d'une prise en compte réelle des problématiques de santé pour ce public doit de plus s'articuler spécifiquement sur leur rythme de vie particulier ainsi que sur leur domaine de formation en incluant les risques professionnels.

Période : Septembre 2009 à Décembre 2011, sur le département du Gard.

I. Rappel des objectifs et du public visé par l'expérimentation

A. Objectifs de l'expérimentation

Objectif général : Prévenir les risques liés aux consommations nocives de substances psychoactives chez les jeunes apprentis inscrits en Centre de Formation d'Apprentis (CFA) du Gard, et effectuer le repérage et l'orientation des jeunes consommateurs.

Objectifs spécifiques :

- Informer les apprentis inscrits en CFA sur les substances et les conduites addictives ainsi que sur les risques liés à leur consommation
- Améliorer les connaissances des apprentis sur les addictions et sur les types de prise en charge et faire évoluer leurs représentations et attitudes envers les différents produits
- Orienter les jeunes apprentis vers des structures ressources si nécessaire.
- Former des relais, notamment les responsables éducatifs des CFA (adultes relais) et les préparateurs en pharmacie (éducateurs pairs).
- Sensibiliser les bénéficiaires sur les risques liés aux consommations milieu professionnel.

B. Public visé et bénéficiaires de l'expérimentation (analyse quantitative et qualitative)

2. Bénéficiaires directs : Elèves inscrits dans le département du Gard dans un des 9 Centres de Formation d'Apprenti (CFA).

2.1. Statistiques descriptives

Annexe 1 - Public visé par l'expérimentation
Nombre et caractéristiques des bénéficiaires et territoire d'intervention

Numéro du projet	AP2_121				
	Bénéficiaires prévus pour toute la durée de l'expérimentation	Bénéficiaires entrés l'année 1	Bénéficiaires entrés l'année 2	Bénéficiaires entrés l'année 3	Bénéficiaires entrés pendant toute la durée de l'expérimentation
Nombre de bénéficiaires directement touchés par l'action					
Jeunes	250	0	227	59	286
Adultes	0	5	30	0	35
Nombre total de bénéficiaires		5	257	59	321
Nombre d'abandons ou exclusions					0

	Bénéficiaires prévus pour toute la durée de l'expérimentation	Bénéficiaires entrés pendant toute la durée de l'expérimentation
Nombre de bénéficiaires directement touchés par l'action à l'entrée du dispositif, par caractéristiques		
1. Jeunes		
Âge		
Moins de 6 ans		
6-10 ans		
10-16 ans (exclus)	250	10
16-18 ans (exclus)		60
18-25 ans		169
Autres : apprentis majeurs (plus de 18 ans)		24
Autres : âge non précisé		23
Situation		
Elèves en pré-élémentaire		
Elèves en élémentaire		
Collégiens		
Lycéens en LEGT		
Lycéens en lycée professionnel		
Jeunes apprentis en CFA	250	273
Étudiants du supérieur		
Demandeurs d'emploi		
Actifs occupés		
Autres : <i>jeunes en parcours insertion</i>		13
Autres : <i>(préciser)</i>		
Niveau de formation		
Infra V		13
Niveau V		168
Niveau IV		105
Niveau III		
Niveau III		
Niveau I		
Sexe		
Filles	250	192
Garçons		93
2. Adultes		
Qualité		
Parents		
Enseignants		
Conseillers d'orientation-psychologues		
Conseillers principaux d'éducation		
Conseillers d'insertion professionnelle		
Animateurs		
Éducateurs spécialisés		
Autres : <i>Formateurs et encadrants des cfa</i>	0	35

	Prévision initiale	Réalisation
Autre information concernant les bénéficiaires directement touchés par l'action à l'entrée du dispositif		
1. Les jeunes bénéficiaires sont-ils inscrits et suivis par la mission locale (ML) ?		
	Oui, une partie des bénéficiaires directs est inscrite et suivie par la ML	Oui, une partie des bénéficiaires directs est inscrite et suivie par la ML
Echelle et territoire d'intervention de l'action mise en place		
1. L'action que vous menez dans le cadre de cette expérimentation est-elle à l'échelle :		
	Communale	Communale
2. Votre territoire d'intervention inclut-il des quartiers "politique de la ville" ?		
	Non	Non

2.2. Analyse qualitative

L'analyse qualitative est effectuée à partir des questionnaires, qui ont pu être utilisés dans la majorité des cas et grâce au logiciel Epi-Info. Les questionnaires concernent 337 personnes dont 55,8% en pré-intervention (n=188) et 44,2% font suite à l'intervention. Les questionnaires révèlent une majorité de filles (67,3%) et une moyenne d'âge de 20,5 ans. Le bénéficiaire le plus jeune a 15 ans, le plus âgé a 46 ans et plus de 80,0 % des jeunes concernés se trouvent dans la catégorie des 15 – 25 ans.

L'analyse des questionnaires montre les résultats issus de l'intervention. En effet, les bénéficiaires déclarant connaître les lieux ressources sur la thématique (addictions) passent de 18,7% avant l'intervention à 52,0% après l'intervention (p<0.05).

L'intervention permet également de réfléchir aux personnes ressources qu'ils pourraient solliciter. En effet ils sont plus nombreux à souhaiter s'orienter vers un professionnel du secteur en cas de difficultés suite à l'intervention (64,9% vs 39,2% ; p<0.05). Il n'apparaît pas de modifications concernant les intentions à solliciter d'autres personnes (parents 26,6%, amis 48,2%, autres professionnels 19,1%).

Ceci pourrait nous permettre d'en déduire que l'intervention menée par notre structure, de par le fait que l'on soit professionnel et externe au CFA, créé pour les apprentis un climat de dialogue; et pourrait laisser penser qu'un des premiers résultats positifs de notre dispositif serait celui-ci. Ceci transparait également dans le questionnaire de satisfaction où les apprentis déclarent à 45,7% avoir aimé l'intervention car les intervenants étaient extérieurs au CFA.

Notre expérience nous permet également de mentionner le fait qu'une première rencontre avec notre équipe lève souvent les appréhensions initiales. Nous « provoquons » donc les rencontres avec cette première présentation, car nous savons pertinemment qu'à l'issue de ce premier contact, il est plus aisé pour les jeunes de s'adresser à nous.

Le dépouillement des questionnaires permet également de mettre en lumière les connaissances acquises par les apprentis, de manière globale. Suite à l'intervention :

- ils sont plus nombreux à considérer toutes les substances comme potentiellement addictogènes (41,1%) et ne se limitent plus à une distinction erronée « drogue dure/douce » (16,7%) { $p < 0.05$ }.

- ils sont plus conscients des risques occasionnés par les consommations et citent en moyenne plus de risques (2.04 vs 1.55) après l'intervention. Ceci est d'autant plus vrai pour les apprentis autres que les éducateurs pairs pour lesquels l'objectif premier était de faire connaître les risques (2,40 vs 1,16).

Pour les préparateurs en pharmacie (éducateurs pairs) plus spécifiquement, l'âge moyen est plus élevé (21,8 ans) et la proportion de filles encore plus importante (88,4%). Ils sont également plus nuancés concernant les difficultés pour arrêter un produit.

Parmi les éducateurs pairs : 67,6% (vs 44,7%) pensent qu'il est difficile d'arrêter de consommer une substance, 28,2% (vs 34,8) que cela dépend du produit et 4,2% (vs 13,5%) pensent que cela est facile de stopper cette consommation. Tous les préparateurs répondent à la question tandis que 7,1% des apprentis « autres que pairs » ne savent pas y répondre.

Seulement 46,6% des éducateurs pairs, bien que la thématique appartienne à leur référentiel de diplôme, déclarent avoir déjà entendu parler de la problématique au sein du CFA. De même, alors que la quasi-totalité exerce déjà en officines ils sont peu au courant des possibilités en matière de réduction des risques pour usagers de drogues.

En effet,

- 61,4% ont distribué des stéribox® (le plus souvent vendues)
- 55,6% ont distribué des containers de récupération de seringues usagées (principalement pour des maladies chroniques)
- 1 seule personne a distribué des roule ta paille
- 1 seule personne a distribué des stérifilt ® au sein de l'officine

Cette partie plus spécifique sur le matériel de RDR et les conduites à tenir en tant que professionnels les a donc beaucoup intéressés (20,9%). Le questionnaire montre également que 31,6 % d'entre eux considèrent qu'il est difficile pour eux de délivrer ce matériel en officine ou qu'ils n'y ont pas encore été confrontés.

Ils sont par contre plus des 2/3 à vouloir en savoir plus sur les traitements de substitution et ont été satisfait à plus de 93,2%.

Ils ont également développé leurs connaissances :

- ils sont plus nombreux à considérer toutes les substances comme potentiellement addictogènes (41,1%) et ne se limitent plus à une distinction erronée « drogue dure/douce » (16,7%) { $p < 0.05$ }.

- ils connaissent mieux les lieux ressources (20,8%) à (77,8) { $p < 0.05$ }

Il reste toutefois encore des messages sur lesquels il conviendrait de revenir, notamment sur l'aspect à la fois physique et psychologique de la dépendance, car l'intervention n'améliore pas significativement les connaissances des préparateurs en ce domaine (60,2% avant l'intervention vs 73,7% après déclarent que la dépendance porte sur les deux aspects).

Pour conclure, sur l'ensemble des apprentis questionnés, l'intervention du centre logos à plutôt plu (88,3%). Ils sont nombreux à avoir considéré les infos données comme très utiles (66,2%) voire indispensables (11,5%), les chiffres étant encore plus favorables chez les éducateurs pairs. Le thème en lui-même et les infos reçues ont été plébiscités, de même que la spécificité des intervenants.

Ce qu'ils ont préféré...	En %
Les infos reçues	68,8
Le thème en lui-même	64,5
Le discours sans jugement des intervenants	54,3
La facilité de parole	50,0
Le fait que les intervenants soient extérieurs au CFA	45,7
Les jeux utilisés	39,1
L'expertise des intervenants	38,4
Les réponses aux questions	28,3
La partie sur les aspects professionnels	20,9
Les échanges entre potes	19,6
Les brochures	5,8

Les remarques plus négatives font état :

- du manque de temps (intervention raccourcie ou éclatées en plusieurs heures)
- du souhait d'autres supports pour 20,9% d'entre eux (écrits, diversité des brochures, document informatique type Powerpoint à fournir, vidéos, témoignages, jeux vidéos, photos). Nous travaillons donc sur cet aspect pour de futures interventions.

Peu des bénéficiaires déclarent souhaiter nous rencontrer individuellement à l'issu des interventions (2,8%), même si nous gardons une marge de manœuvre sur les 9,2% qui ne se prononcent pas sur la question.

Dans les faits, certains apprentis sont par la suite venus discuter pour avoir plus de précisions ou des conseils dès la fin des interventions, dans les établissements avant notre départ. Mais peu ont fait la démarche de se rendre au sein du centre Logos pour une consultation. Nous gardons quand même la conviction que la rencontre et l'amorce du lien peuvent faciliter des venues spontanées dans le futur.

4. Bénéficiaires indirects

Les bénéficiaires indirects sont les encadrants des apprentis, qui lors de nos rencontres de préparation ont émis le souhait d'être mieux formés sur la thématique. Nous avons donc, relativement souvent, organisé des sessions d'informations ou de formation à l'usage des formateurs ou responsables de formation des CFA.

II. Déroulement de l'expérimentation

Restitution finale du porteur de projet

Annexe 2 - Calendrier de déroulement de l'expérimentation - Actions mises en œuvre

Numéro du projet	AP2_121	Description synthétique de chaque action	Spécifique au caractère expérimental du projet (oui/non)	Durée en mois	Ressources humaines mobilisées			Ressources matérielles mobilisées		
					Effectifs	ETP	Type de personnel concerné (qualifications)	Achats	Prestations de services	Autre (préciser)
1. Préparation du projet	01/09/2010 - 01/01/2011									
Action n°1	Rencontres avec les responsables des CFA	N	4	2	0,007 0,012	chargée de mission directeur				déplacements
Action n°2	Séances de préparation avec les responsables pédagogiques/unités de formation	N		3	0,007 0,01	chargée de mission éducatrices	documentation papeterie			déplacements
Action n°3	Rencontres avec l'évaluateur	O		1	0,005	chargé e de mission				
Action n°4										
Action n°5										
2. Lancement de l'expérimentation	01/10/2010 - 01/03/2012			15						
Action n°1	Réalisation des séances au sein des CFA	N		5	0,007 0,02 0,006 0,012	chargée de mission éducatrices infirmière psychologue	documentation questionnaires			déplacements
Action n°2	Formation des professionnels relais	N		2	0,006 0,01	infirmière éducatrice	documentation questionnaires			déplacements
Action n°3	Formation des encadrants	N		5	0,007 0,02 0,006 0,012	chargée de mission éducatrice infirmière psychologue	documentation			déplacements
Action n°4	Orientation des jeunes vers la consultation	N		1	0,01	éducatrice				

Restitution finale du porteur de projet

Numéro du projet	Description synthétique de chaque action	Spécifique au caractère expérimental du projet (oui/non)	Durée en mois	Ressources humaines mobilisées			Ressources matérielles mobilisées		
				Effectifs	ETP	Type de personnel concerné (qualifications)	Achats	Prestations de services	Autre (préciser)
AP2_121									
Action n°5	Réaliser un copil d'étapes avec les partenaires	O		3	0,007 0,01 0,006	chargée de mission éducatrice infirmière			
Action n°6	Réalisation de la plaquette informative	N		2	0,006 0,01	infirmière éducatrice	documentation		
Action n°7									
3. Achèvement de l'expérimentation	01/01/2012 - 31/03/2012		3						
Action n°1	Dresser un bilan du projet avec les partenaires	N		4	0,007 0,01 0,006 0,012	chargée de mission éducatrice infirmière psychologue			
Action n°2	Ecrire le compte rendu final	O		1	0,007	chargé e de mission			
Action n°3									
Action n°4									
4. Achèvement de l'évaluation	01/01/2012 - 31/03/2012		3	1	0,007	chargée de mission			

Actions mises en œuvre : Les interventions ont revêtues plusieurs formes :

- séances d'information multiples (2 à 3 séances pour un même groupe) - séance d'information unique - stand de prévention
- sessions de formation, questions/réponses

B. Partenariats

1. Partenaires opérationnels

Nom de la structure partenaire	Rôle dans l'expérimentation
ANPAA 30	Co-animation dans 1 CFA
CODES 30	Evaluateur
CAARUD Logos	Co-animation dans 3 CFA

2. Partenaires financiers

Financements	Part de ces financements dans le budget total de l'expérimentation (hors évaluation) en %
Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse	60%
Cofinancements extérieurs à la structure : Région LR Financement qui perdure en 2012	37%
Autofinancement	3%

C. Pilotage de l'expérimentation

Deux comités de pilotage ont eu lieu, chaque 6 mois avec une moyenne de 8 personnes présentes.

Les partenaires opérationnels étaient présents lors des deux copil (CAARUD Logos, ANPAA30), de même que les animateurs des CFA (CFA de Marguerittes, CFA de Nîmes). L'état, par l'intermédiaire de la Préfecture du Gard était également présent lors du premier comité de pilotage. Etaient également conviés les membres de l'ARS et le responsable du fonds au niveau régional, qui n'ont pas pu assister, faute de temps, aux comités de pilotage. Des échanges par mail et des comptes rendu informatiques ont permis un pilotage suffisant du projet entre les différents partenaires.

III. Enseignements généraux de l'expérimentation

A. Analyse du dispositif expérimenté

Le projet s'est développé au fil du temps en tentant de s'adapter à chacun des CFA et des filières recevant l'information. En effet, si un partenariat étroit était déjà existant avec certains établissements, avec d'autres le projet fut l'occasion de se connaître et d'amorcer un travail ensemble. Hors chacun des CFA ne se trouvaient pas dans les mêmes dispositions. Pour certains établissements des filières étaient déjà identifiés par les encadrants au vu de leurs difficultés ou de la nécessité concernant leur formation.

Plusieurs freins et ou leviers ont été mis à jour en fonction des établissements :

- aval des formateurs
- direction favorable ou non
- temps imparti à chacun
- autres partenaires déjà impliqués en prévention
- objectif pour chacun des acteurs

Plusieurs temps de préparation ont donc été nécessaires pour parvenir, ou non, à mettre en œuvre des interventions telles qu'elles étaient envisagées dans les CFAs. Les différentes étapes du projet ont donc plus ou moins été respectées, ou ont pris d'autres formes, selon les établissements.

B. Enseignements et conditions de transférabilité du dispositif

1. Public visé

De nombreuses études soulignent les difficultés des apprentis et l'importance des consommations pour ce public. Les formateurs eux-mêmes dévoilent lors des interventions leurs inquiétudes face aux consommations clairement affichées et les risques pris par les apprentis. L'urgence d'une prise en compte réelle des problématiques de santé pour ce public doit de plus s'articuler spécifiquement sur leur rythme de vie particulier ainsi que sur leur domaine de formation en incluant les risques professionnels. La satisfaction des apprentis ayant testé le dispositif ainsi que leur préférence pour le thème montre clairement l'importance de la problématique pour ce public.

Les focus group prévus avec les formateurs, n'ont pas pu être réalisés. Le manque de temps était la première raison, mais peut être le déficit d'explications de notre part autour de la démarche n'a pas contribué à les convaincre. Un temps conséquent devra être utilisé pour expliquer chacune des étapes du projet aux publics visés, si le dispositif devait être généralisé.

Des actions faisant lien avec les lieux d'apprentissage devront également être renforcées, les apprentis y passant le plus clair de leurs temps. C'est également l'endroit où les risques sont les plus grands, même si les consommations ont plus souvent lieu lors des regroupements au CFA.

2. Actions menées dans le cadre du dispositif testé

Les diverses actions menées ont montré chacune leurs points forts et/ou faibles. En effet, la plupart du temps, des actions répétées auprès d'un même groupe s'avèrent plus efficaces pour améliorer les connaissances et faire connaître les risques. Et c'est par la rencontre régulière qu'une relation de confiance peut s'établir pour engendrer par la suite un véritable partenariat incluant repérage et orientations. La sensibilisation voire la formation de l'ensemble de l'équipe constitue bien souvent un préalable nécessaire au travail avec les jeunes. C'est en effet en balayant les représentations des adultes sur la thématique que s'installe un climat de confiance qui permet une réelle prise de conscience de chacun.

Les séances d'information unique ou les stands de prévention, peu impliquants, montrent leurs limites. En effet, il n'induit pas assez de liens et peu de jeunes sont dès cette première rencontre brève, disposés à venir discuter de leurs difficultés.

3. Partenariats, coordination d'acteurs et gouvernance

Le partenariat étroit avec le CFA constitue le socle indispensable à la bonne mise en œuvre du dispositif. Les rencontres et explications du projet en amont avec les professionnels des CFA et les partenaires ont permis une coordination fonctionnelle du dispositif. Pour certains établissements, le moindre temps dévolu à l'explication des objectifs ont été un frein à la mise en œuvre des interventions auprès des équipes et des apprentis.

Il est également possible que notre manière de travailler n'a pas toujours pu se réaliser dans certains établissements. Nous pensons par exemple à un CFA qui ne nous permettait pas, faute de temps disponible pour eux, d'intervenir sur des petits groupes d'apprentis ou seulement lors d'un temps très court.

Enfin un comité de pilotage doit perdurer afin de permettre, aux différents établissements et acteurs impliqués dans la démarche de faire le point sur le projet. Un copil semestriel est suffisant si les échanges téléphoniques et mails sont fréquents.

4. Impacts sur la structure

Ce projet a eu le mérite pour notre structure d'introduire de façon concrète une véritable démarche qualité. Le partenariat avec l'évaluateur et l'utilisation d'outils de suivi créés pour le projet ont permis à l'équipe d'expérimenter les techniques d'enquête. Enfin, l'évaluation continue leur a démontré l'utilité d'une telle démarche, non seulement pour constater des résultats mais également parfaire leurs compétences.

Conclusion :

Les interventions du centre logos au sein des CFA ne sont pas nées suite au financement de ce projet par le FEJ. Des expériences antérieures avaient permis de créer des liens privilégiés avec certains établissements et ont donc facilité la mise en œuvre du projet. La principale difficulté fut de s'adapter à chaque CFA en fonction de ses souhaits et possibilités. Un travail de coordination important a donc été nécessaire pour maintenir globalement les objectifs du projet lors des interventions. Le point positif, outre les résultats probants, ont été l'amorce d'une démarche évaluative continue dans notre structure ainsi que des liens forts établis avec certains CFA. Le dispositif perdure donc déjà dans le département du Gard et sera amené à s'étendre et se diversifier auprès d'autres CFA non encore visités.

Annexes obligatoires à joindre au fichier :

- **Tableau 1 sur les publics**
- **Tableau 2 sur les actions**
- **Tableau 3 sur les outils développés dans le cadre de l'expérimentation**
- **Justificatifs**



Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse

Ministère de l'Éducation Nationale, de la Jeunesse et de la Vie Associative
Direction de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et de la Vie Associative

Mission d'animation du Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse

95, avenue de France 75 650 Paris Cedex 13

Téléphone : 01 40 45 93 22

<http://www.experimentationsociale.fr>